


MEDIAPART
Proche et Moyen-Orient — Enquête

L'armée israélienne dessine une nouvelle ligne d'occupation dans la bande de Gaza

Une ligne de couleur jaune délimitait déjà l'espace officiellement autorisé aux Palestiniens. Une deuxième, dite orange, invisible, ni officielle ni inscrite physiquement sur le terrain, réduit encore l'espace laissé aux habitant·es.

Gwenaëlle Lenoir

14 février 2026 à 09h04

Les militaires aiment les couleurs, au moins au Proche-Orient, où elles habillent les lignes d'armistice qui font office de frontières plus ou moins franchissables. Les déjà anciennes ligne verte, entre Israël et la Cisjordanie, et ligne bleue, entre Israël et le Liban, ont été rejointes en octobre 2025 par la ligne jaune.

Instituée avec le cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, entré en vigueur le 10 octobre 2025, elle sépare la bande de Gaza dans sa longueur. À l'est : l'armée israélienne et ses milices supplétives. À l'ouest : une zone dévolue aux civil·es palestinien·nes et contrôlée par ce qui reste de l'administration et de la police du Hamas.

Elle n'est pas censée être pérenne : les soldats et les blindés de l'État hébreu doivent évacuer progressivement la zone est, qui couvre officiellement 54 % de l'enclave palestinienne, au cours de la deuxième phase du plan Trump en vingt points. Deuxième phase que Steve Witkoff, envoyé spécial de Donald Trump au Moyen-Orient, a déclarée ouverte le 14 janvier 2026. En parallèle, la branche armée du Hamas doit rendre ses armes.



Le 8 décembre 2025, à Khan Younis, dans la bande de Gaza, des familles palestiniennes déplacées, se sont retrouvées prises au piège dans les nouvelles « zones jaunes » délimitées par les blocs de béton jaunes installées par l'armée israélienne. © Photo Tariq Mohammad / APA Images via ZUMA Press Wire

Pour l'instant, les négociations n'ont débouché sur aucun calendrier, et sur le terrain, aucune remise d'armes de la part du mouvement islamiste ni mouvement de retrait israélien n'ont été constatés.

Bien au contraire. Depuis le mois d'octobre, l'emprise de l'armée israélienne sur l'est de la bande de Gaza s'est accentuée.

Des démolitions systématiques ont été menées à l'est de la ligne jaune, et la zone présente aujourd'hui l'aspect d'une table rase : plus de champs cultivés ou cultivables, plus de vergers, plus de bâtiments debout. À l'exception de treize nouveaux postes militaires érigés par l'armée israélienne, visibles sur des photos satellitaires et retranscrits sur une carte présentée par Al-Jazeera.

Déplacement de la ligne jaune

Rien d'étonnant puisque le chef d'état-major israélien, le lieutenant général Eyal Zamir, a affirmé le 7 décembre 2025, devant des soldats déployés dans le nord de la bande de Gaza, que la ligne jaune constituait en fait « une nouvelle ligne frontière, une ligne défensive avancée pour les communautés et une ligne offensive ».

Les autorités militaires et politiques israéliennes annonçaient ainsi qu'elles comptaient d'une part ne pas

respecter le plan Trump en vingt points, d'autre part garder le contrôle sur environ 53 % de l'enclave, y instituant une zone tampon permanente interdite, sous peine de mort, à tout Palestinien, et laissant moins de la moitié du minuscule territoire pour 2,3 millions d'habitant·es.

Ce qu'elles n'ont jamais annoncé est le déplacement de cette ligne jaune, de plus en plus à l'ouest. Quelques dizaines de mètres par-ci par-là, parfois plusieurs centaines, et ainsi la création de nouvelles « no-go zones » mortelles pour les Palestinien·nes. Des photos satellites montrent que des destructions sont effectuées par l'armée israélienne à l'ouest de la ligne jaune, par exemple à Jabaliya, comme l'indique le quotidien *Haaretz* dans une enquête de janvier 2026.

Ce que les autorités israéliennes n'annoncent pas non plus est la mise en place d'une nouvelle ligne, d'une nouvelle couleur : la ligne orange.

Elle n'est inscrite officiellement nulle part. Dans les faits, elle existe bel et bien. Elle se situe à l'ouest de la ligne jaune et dessine la limite d'une nouvelle zone tampon, qui réduit encore la superficie sur laquelle les Gazaoui·es peuvent espérer vivre dans une très précaire sécurité.

Seul un des rapports hebdomadaires d'Ocha, le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU pour les territoires palestiniens occupés, fait une mention presque anecdotique de cette nouvelle ligne : « *La population reste importante dans les zones proches de la "ligne jaune", avec environ 14 133 foyers situés actuellement entre les lignes "orange" et "jaune", y compris un groupe nouvellement identifié dans le nord de Gaza.* » Sans plus de détails.

Aucune marque sur le terrain ne permet de savoir où passe cette ligne orange.

Plusieurs sources qui, pour des questions de sécurité, veulent rester anonymes, confirment à Mediapart l'existence de cette nouvelle limite de mouvement. Elles ajoutent que l'armée israélienne a présenté à des agences humanitaires internationales une carte sur laquelle elle figure. Et leur a indiqué qu'elles doivent dorénavant demander une coordination quand elles circulent dans la

zone entre la ligne jaune et ce nouveau tracé orange.

La coordination consiste à prévenir l'armée israélienne des mouvements des véhicules et des personnels des agences humanitaires, onusiennes ou non, afin que les soldats leur permettent un passage et une circulation sécurisés.

« *Cette coordination pour la zone entre les deux lignes nous est très souvent refusée*, assure une source. *Alors que 40 000 à 50 000 personnes vivent dans cette nouvelle zone tampon non officielle.* »

L'armée israélienne, sollicitée par Mediapart, réfute ces affirmations : « *En ce qui concerne les allégations relatives à une "ligne orange", aucune ligne de ce type n'existe et l'armée israélienne n'applique aucune procédure de séparation dans la zone située à l'ouest de la ligne jaune.* »

Nos sources sont formelles. Toute vérification de notre part sur le terrain est impossible, les autorités de Tel-Aviv refusant toujours l'entrée des journalistes étrangers dans la bande de Gaza.

« Nous savons où est la ligne orange grâce aux tirs et aux obus qui visent les gens. »

Rami Shirafi, journaliste palestinien de Gaza

Un humanitaire estime que la ligne orange se situe à quelques centaines de mètres à l'ouest de la jaune, dans les quartiers de l'est de la ville de Gaza. « *Dans la zone de Zeitoun, nous avons dû prendre en charge 500 familles qui vivaient entre la ligne jaune et la route Salah Al-Din [axe majeur reliant le nord de la bande de Gaza au sud, voir carte – ndlr] et qui ont été chassées par les tirs des chars et des quadricoptères*, décrit-il. *Elles ont dû se déplacer à l'ouest de la route. On dirait qu'à cet endroit, Zeitoun, la ligne orange épouse le tracé de la route.* »

Mais aucune marque sur le terrain ne permet de savoir où passe cette ligne orange. Elle est encore moins visible que la jaune, plus ou moins délimitée par des blocs de béton jaune déplacés au gré des mouvements de l'armée israélienne.

« *Nous savons où est la ligne orange grâce aux tirs et aux obus qui visent les gens qui vivent près de la ligne jaune pour les repousser vers l'ouest, et parfois aussi grâce aux*

chars qui avancent vers cette ligne orange, décrypte Rami Shirafi, journaliste palestinien présent dans la ville de Gaza. Les gens sont poussés à fuir vers l'ouest, sous les tirs des drones, des missiles et l'avancée des chars et des blindés israéliens. »

Sa maison familiale de Jabaliya, à quatre kilomètres au nord de la ville de Gaza, a été détruite pendant la guerre génocidaire, alors qu'il était déplacé, avec sa famille, dans le sud de l'enclave. Revenu à l'occasion du cessez-le-feu d'octobre 2025, il a dû trouver de quoi loger dans le camp de Jabaliya. Avant d'être contraint, trois semaines plus tard, de le quitter devant l'avancée des chars israéliens. « *La ligne orange, dans cette zone-là, passe à l'ouest de la route Salah Al-Din* », assure-t-il.

Entassé·es au milieu des décombres, des ruines, des

munitions non explosées, les survivant·es de la guerre génocidaire voient leur espace se réduire inexorablement, coincé·es qu'elles et ils sont, entre les chars israéliens et la mer Méditerranée.

Gwenaëlle Lenoir

Vous avez une information ?

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, [la marche à suivre est explicitée dans cette page](#).